

Burundi : le parti au pouvoir manifeste contre le rapport des experts de l'ONU

RFI, 17-09-2017 Au Burundi, une manifestation (photo) était organisée samedi 16 septembre par le CNDD-FDD, le parti au pouvoir pour protester contre le rapport publié au début du mois par des experts des Nations unies, appelant à une enquête sur des crimes contre l'humanité commis par des agents de l'Etat burundais. A Bujumbura, le parti du président Nkurunziza ne veut pas en entendre parler. Exécutions extrajudiciaires, détentions arbitraires, tortures, violences sexuelles : le rapport des experts des Nations unies est accablant pour l'Etat burundais.

Mais pour le parti au pouvoir à Bujumbura, ce travail n'est pas légitime car il repose sur des témoignages de réfugiés, explique Nancy Mutoni, secrétaire nationale du CNDD-FDD, en charge de la communication. « Ce rapport ne peut en aucun cas être crédible : ces réfugiés ont fui longtemps avant, ils n'ont aucune vision sur le Burundi puisqu'ils n'ont même pas dans le pays. Donc c'est un rapport qui contient beaucoup de contrevérités et une compilation d'allégations fausses contre les dirigeants du pays. C'est un rapport qui présente une situation retrograde de la situation burundaise », dénonce-t-elle. Pour la porte-parole du parti au pouvoir au Burundi, l'ONU ne doit donc pas suivre les recommandations de ses experts, qui demandent une enquête de la Cour pénale internationale « dans les plus brefs délais ». « Une telle enquête ne peut en aucun cas avoir lieu. Si l'ONU endosse ce rapport, ce serait très grave car la CPI ne peut enquêter sur des cas que les juridictions nationales ont déjà documentés. Ce serait très scandaleux pour une organisation très respectable comme l'ONU », estime-t-elle. Le Burundi a décidé l'an dernier de se retirer de la CPI. Un retrait qui sera effectif le 27 octobre prochain, date butoir pour que la CPI puisse décider unilatéralement de lancer une enquête. Et au cours de la manifestation de samedi, le secrétaire général du parti au pouvoir aurait menacé l'ONU de destruction et attaqué les « diables » de l'Union européenne. Des propos démentis par la porte-parole du parti qui estime qu'ils ont été sortis de leur contexte.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});